

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/46978]

19 OCTOBRE 2023. — Décret relatif au financement de repas complets, gratuits, sains et durables au sein des établissements scolaires d'enseignement fondamental ordinaire ou spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique au pouvoir organisateur des établissements d'enseignement fondamental ordinaire ou spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Art. 2. Au sein des établissements visés à l'article 1, le présent décret est d'application aux seules implantations qui relèvent des classes 1 à 5 établies conformément au mode de calcul défini par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2017 établissant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité.

Le présent décret est également d'application aux implantations des établissements relevant du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, s'il est démontré qu'elles se situent dans des indices socio-économiques qui leur permettraient d'émarger à l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française étant entendu que les implantations d'enseignement spécialisé concernées par ce décret représentent maximum 25 % des élèves inscrits dans l'enseignement spécialisé.

CHAPITRE II. — Du financement

Art. 3. Le gouvernement octroie, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, un financement au pouvoir organisateur des établissements scolaires visés aux articles 1 et 2 pour l'organisation de repas complets, gratuits, sains et durables au sein des cantines scolaires.

Le financement se fait sous forme de dotation pour les établissements d'enseignement organisés par la communauté française et sous forme de subvention pour les établissements d'enseignement subventionnés.

Les modalités d'octroi et de liquidation du présent financement sont déterminées par le Gouvernement.

Section 1^{ère}. — Du montant du financement

Art. 4. - §1^{er}. Le financement visé à l'article 3 équivaut à un montant de 3,70 euros par repas complet servi quotidiennement à chaque enfant.

§2. En complément au financement prévu à l'article 3, un montant forfaitaire annuel de 40 euros par enfant régulièrement inscrit à la cantine scolaire est également octroyé par école ou implantations.

Ce montant doit être affecté à l'achat de matériel et/ou à la désignation ou à l'engagement de personnel et/ou à un ou plusieurs marchés de service liés au service des repas complets, sains et durables visés par le présent décret et à la surveillance de ces repas.

§3. Le calcul du financement s'effectue en deux temps dans le respect des principes suivants, et par année scolaire :

Au moment de l'octroi de la subvention, son montant théorique est composé :

1° du montant visé au § 1^{er} multiplié par le nombre d'élèves régulièrement inscrits au 15 janvier de l'année scolaire en cours et d'une hypothèse de fréquentation moyenne de la cantine par 60% des élèves ;

2° d'un montant forfaitaire équivalent à 40 euros à multiplier par le nombre d'élèves régulièrement inscrits à la cantine pour les classes des écoles ou implantations concernées au 15 janvier de l'année scolaire en cours.

Au moment de la liquidation du solde de la subvention, le montant définitif est établi selon les modalités de l'article 19.

§4. L'octroi du financement et du montant forfaitaire n'est pas incompatible avec l'octroi d'autres dotations ou subventions portant sur l'organisation de repas complets.

§5. Le financement et le montant forfaitaire ne peuvent pas servir à réduire un investissement du pouvoir organisateur précédemment déjà accordé dans le cadre de l'organisation de repas complets.

En cas de non-respect, le financement est réduit en déduction du montant déjà octroyé et qu'il complète.

§6. Le principe de gratuité ne porte pas atteinte à la faculté des pouvoirs organisateurs des écoles et/ou implantations d'organiser des repas complets dont le coût serait supérieur à 3,70 euros par repas complet, le solde étant alors exclusivement à leur charge et non à celle des parents à qui aucune contribution financière ne peut être demandée dans le cadre du présent décret.

§7. Le financement ne peut pas servir à réduire un investissement du pouvoir organisateur dans des avantages autres que ceux liés à l'organisation des repas complets et qu'il accordait jusque-là.

Section 2. — De la durée de la subvention

Art. 5. Le financement prévu à l'article 3 est octroyé annuellement pour une durée de 5 années scolaires.

Art. 6. Durant cette période de 5 années scolaires, le pouvoir organisateur, dont l'école ou l'implantation qui ne relève plus d'une des classes visées à l'article 2, conserve le bénéfice du financement pour le reste de l'année scolaire en cours et pour l'année scolaire suivante.

À tout moment, un établissement qui satisferait aux conditions du décret alors que ce n'était pas le cas précédemment peut postuler à l'obtention d'un financement dans le cadre du décret et dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

Section 3. — De l'introduction des candidatures

Art. 7. Chaque année, pour le 15 avril au plus tard, un pouvoir organisateur peut solliciter le financement pour l'année scolaire suivante et rendre son dossier de candidature auprès du ministère de la Communauté française.

Art. 8. Les éléments suivants doivent figurer dans le dossier de candidature :

1° un plan détaillant les actions qui seront mises en œuvre dans le cadre de la section 4 du présent chapitre ;

2° une note de candidature de maximum une page A4 dans laquelle le pouvoir organisateur décrit la manière dont il envisage la mise en œuvre de son projet de repas complets gratuits dans la ou les écoles ou implantations concernées ;

3° l'ensemble des données administratives relatives à la ou aux écoles et implantations, notamment le numéro FASE et le numéro d'implantation, les coordonnées du gestionnaire du dossier et un relevé d'identification bancaire ainsi que le nombre d'élèves régulièrement inscrits en leur sein en janvier de l'année scolaire précédente ;

4° si le pouvoir organisateur a l'intention de recourir à un organisme tiers pour l'organisation des repas complets et, s'il est déjà connu, les données administratives relatives à ce dernier et reprises à la Banque Carrefour des Entreprises ;

5° un document attestant du respect des normes et principes imposés par l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA). Si le pouvoir organisateur n'organise pas dans l'école ou l'implantation concernée de service de repas complet l'année précédente, elle entame les démarches d'obtention du document auprès de l'AFSCA et le communique au plus tard pour le 31 janvier de la première année scolaire d'octroi du financement ;

6° un exemple de menu détaillé avec les quantités associées à chaque aliment couvrant une semaine et, si possible, une liste des fournisseurs de produits.

7° Un engagement du pouvoir organisateur à respecter les orientations visées aux articles 10, 11 et 12. Si un pouvoir organisateur introduit un dossier de candidature pour plusieurs établissements, il ne doit joindre son engagement qu'une seule fois.

Section 4. — Des conditions du financement

Art. 9. Les pouvoirs organisateurs bénéficiaires du financement sur base du présent décret, communiquent annuellement et au plus tard le 31 janvier au ministère de la Communauté française, le nombre d'élèves ayant bénéficié du dispositif de repas gratuits pour l'année scolaire en cours.

Art. 10. L'octroi du financement aux pouvoirs organisateurs est conditionné au respect des orientations suivantes dans l'organisation des repas complets sains et durables :

1° promouvoir une alimentation locale, saine et équilibrée en ayant recours à un maximum de produits issus de l'agriculture biologique, limiter et contrôler le junk food dans les collations et inscrire ces principes dans le projet pédagogique de l'école ;

2° proposer au minimum plusieurs alternatives végétariennes par semaine ;

3° encourager le recours à l'eau comme seule boisson ;

4° encourager, aussi régulièrement que possible, la découverte de saveurs variées, la consommation de fruits et légumes frais et de saison ;

5° diminuer la quantité de protéines animales en faveur de plus de légumes et de protéines végétales en se référant aux recommandations de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;

6° éviter le gaspillage alimentaire ;

7° réduire la production de déchets.

Pour l'orientation visée au 2°, au plus tard au 1^{er} jour de la rentrée 2029, les écoles proposent une alternative végétarienne quotidienne.

Les orientations visées à l'alinéa premier font l'objet d'une évaluation pour le 30 juin 2028 au plus tard, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 11. Les pouvoirs organisateurs des écoles ou implantations complètent le dispositif des repas complets par des activités éducatives à destination des élèves et/ou des parents.

Par ailleurs, les pouvoirs organisateurs des écoles ou implantations respectent au moins l'une des orientations suivantes dans l'organisation des repas complets et sains :

1° mettre en œuvre au minimum 4 nouvelles actions pérennes en lien avec l'alimentation durable sur base d'actions types reprises en annexe I ;

2° avoir le label Good Food pour les cantines des écoles ou implantations situées en Région de Bruxelles-Capitale ou le label « Green Deal Cantines durables » pour les cantines des écoles ou implantations situées en Région de langue française ;

3° avoir recours au cahier spécial des charges de repas complets, sains et durables pour les « collectivités d'enfants » de la Communauté française.

Au plus tard le 1^{er} jour de la rentrée 2028, outre les 4 actions pérennes en lien avec l'alimentation durable visées au 1^o, les cantines des écoles ou implantations des établissements :

- Soit sont labellisées Good Food pour les écoles ou implantations situées en Région de Bruxelles-Capitale ou labellisées « Green Deal Cantines durables » pour les écoles ou implantations situées en Région de langue française ;
- Soit ont recours au cahier spécial des charges de repas complets, sains et durables pour les « collectivités d'enfants ».

Art. 12. - §1^{er}. En période scolaire, les repas complets sains doivent être gratuits tous les jours scolaires de la semaine.

Les repas complets ne doivent pas être organisés le mercredi si l'établissement scolaire ne les organise pas de manière habituelle.

§2. La gratuité des repas complets s'applique tant au repas complet en lui-même qu'aux frais annexes en ce compris les frais de surveillance et les droits de couverts ou de chaise.

Cette gratuité concerne aussi les frais annexes liés à l'organisation d'autres types de repas qui ne sont pas expressément visés par ce décret.

Les écoles et implantations bénéficiaires ne peuvent réclamer aucun frais connexe supplémentaire lié au repas complet.

En chaque début d'année scolaire, les écoles qui bénéficient du financement des cantines scolaires communiquent aux parents une information claire relative à l'inscription dans le projet, les modalités et les conséquences concrètes pour les élèves, y compris relatives aux obligations figurant aux alinéas précédents.

Art. 13. Les pouvoirs organisateurs des écoles ou implantations prennent en charge la préparation des repas complets au sein de leurs structures ou font appel à des services externes dans le respect des conditions du présent décret.

CHAPITRE III. — *De la sélection, du contrôle et de la liquidation*

Section 1^{ère}. — De la sélection

Art. 14. Les candidatures sont examinées par le ministère de la Communauté française, selon une grille d'appréciation de l'éligibilité et de la qualité des projets élaborée par le Gouvernement.

Les modalités de cette évaluation sont déterminées par le Gouvernement.

Art. 15. La sélection des candidatures s'opère dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

La sélection des candidatures devra tendre vers une répartition géographique similaire à celle qui existe dans les écoles maternelles et primaires émergeant au décret relatif à l'encadrement différencié.

Sur base de cette répartition géographique, la sélection s'opère ensuite en octroyant la priorité aux écoles ou implantations relevant des classes d'indice socio-économique les plus basses conformément au classement établi sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2017 établissant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité.

Les crédits budgétaires qui ne sont pas consommés au sein d'une zone géographique sont réattribués aux autres zones géographiques sur base de la répartition prévue à l'alinéa 2 du présent article, sans tenir compte du poids de la zone géographique visée, dans cette répartition.

Art. 16. La décision d'attribution du financement est communiquée aux établissements au plus tard le 15 juin précédant l'année scolaire pour laquelle le financement est demandé.

Section 2. — Du contrôle

Art. 17. Au terme de chaque année scolaire, les pouvoirs organisateurs des écoles et implantations financées sur base du présent décret remplissent le rapport d'activités dont le modèle est communiqué par le ministère de la Communauté française.

Le contenu du rapport d'activité visé à l'alinéa 1^{er} ainsi que les modalités de vérification du financement seront déterminés par le Gouvernement.

Art. 18. Sans préjudice d'autres dispositions légales, les pouvoirs organisateurs des écoles ou implantations conservent pendant cinq ans, à dater du premier janvier de l'année suivant l'année scolaire d'octroi des subventions, toutes les pièces comptables justificatives de l'utilisation des subventions octroyées et les tiennent à disposition de l'Administration pour vérification, en vertu du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Section 3. — De la liquidation

Art. 19. Une première tranche équivalant à 60 % du financement calculé est engagée et liquidée chaque année au mois de septembre pour l'année scolaire correspondante qui débute.

Le financement définitif est calculé sur la base des justificatifs des dépenses et du rapport d'activités, définissant les moyens réellement dépensés par le pouvoir organisateur, tout en restant plafonné au nombre de repas complets servis multiplié par le montant prévu à l'article 4, § 1^{er} et du montant forfaitaire annuel par élève prévu à l'article 4, § 2.

Le solde du financement est donc liquidé en déterminant la différence entre le montant définitif du financement et la première tranche. Dans le cas où la première tranche est plus élevée que le montant définitif de subvention, les montants perçus non justifiés feront l'objet d'une récupération.

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires*

Art. 20. Par dérogation à l'article 7, les candidatures pour l'année scolaire 2024-2025 peuvent être introduites jusqu'au 15 mai 2024.

Par dérogation à l'article 16, la décision d'attribution est communiquée aux pouvoirs organisateurs des écoles ou implantations au plus tard le 30 juin 2024.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 21. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 22. Ce décret fera l'objet d'une évaluation 5 années après son entrée en vigueur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 octobre 2023.

Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-
Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—————
Note

Session 2023-2024

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 590-1 — Amendement(s) en commission, n° 590-2 — Sous-amendement(s) en commission, n° 590-3 — Rapport de commission, n° 590-4 — Texte adopté en commission, n° 590-5 — Amendement(s) en séance, n° 590-6 — Texte adopté en séance plénière, n° 590-7

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 18 octobre 2023.

Annexe I : **CHECK-LIST « ALIMENTATION DURABLE »**

- Les actions considérées comme prioritaires apparaissent en *gras italique*.
- Les actions marquées d'un astérisque (*) sont accessibles également aux écoles dont la cantine est gérée ou livrée par un opérateur externe.

X		CE QUE NOUS FAISONS DÉJÀ	CE QUE NOUS NOUS ENGAGEONS À FAIRE
	<i>Intégrer dans le menu plus de légumes locaux et de saison.</i>		
	Intégrer dans le menu plus de fruits locaux, belges et européens, de saison.		
	Intégrer plus de produits locaux parmi les produits laitiers, fromages, viandes, etc. (par exemple en optant pour des labels locaux de qualité différenciée).		
	<i>Communiquer sur l'origine des produits et sur les producteurs qui fournissent la cuisine.</i>		
	Se fournir en direct chez un producteur local.		
	Organiser des visites de producteurs locaux.*		
	Créer un potager/verger à l'école avec les élèves.*		
	<i>Sensibiliser les élèves à la saisonnalité à travers des activités adaptées (cuisine en classe).*</i>		
	Promouvoir les produits locaux et de saison dans les projets de collations saines.*		
	...		
	<i>Intégrer dans le menu plus de produits issus de l'agriculture biologique (légumes, fruits, pâtes, farine, œufs, viande, produits laitiers, etc.).</i>		

			Intégrer dans le menu plus de produits de l'agriculture à haute qualité environnementale ou issus de pratiques d'agroécologie.		
			Privilégier des viandes et œufs issus d'élevages en plein air plus respectueux des animaux.		
			Renoncer aux espèces menacées de poissons et privilégier les labels durables (MSC, ASC...).		
			Sensibiliser les élèves aux liens entre alimentation et environnement.*		
			...		
			Pour les produits belges :		
			- choisir des circuits courts, acheter en direct chez le producteur et/ou via des coopératives de producteurs, choisir des produits disposant d'un label (Label Bio Garantie, CERTISYS, ... ou d'une démarche équitable locale : Prix juste, ...		
			Pour les produits importés de loin, choisir des produits issus du commerce équitable : Fairtrade, ...		
			Promouvoir les produits équitables (nord-nord et nord-sud) dans les projets de collations saines.*		
			Sensibiliser les élèves aux impacts sociaux de l'alimentation, au nord et au sud.*		
			...		

			Adapter les grammages des différentes composantes du menu (notamment les légumes et les protéines) sur base des recommandations nutritionnelles officielles.		
			Diversifier les sources de protéines, en intégrant davantage de protéines végétales (céréales complètes, légumineuses, oléagineux).		
			Intégrer un jour végétarien pour tout le monde par semaine.		
			Proposer une alternative végétarienne tous les jours.		
			Intégrer des alternatives végétariennes et du pain complet dans l'offre de sandwiches.		
			Faire élaborer/valider les menus par un.e diététicien.ne.		
			Privilégier les légumes et les fruits frais dans les menus (dont les desserts).		
			Privilégier les produits peu transformés et supprimer les produits ultra-transformés.		
			Augmenter la part des soupes composées de min. 45 à 60% de légumes et sans glutamate.		
			Augmenter la part de desserts « faits maison ».		
			Minimiser/supprimer les huiles végétales hydrogénées (margarines végétales...) et celles contenant beaucoup de graisses saturées (palme, coco...), et favoriser les huiles mieux équilibrées (colza, olive, tournesol...).		
			Réduire au maximum les préparations grasses (fritures, panures, ...).		

	Réduire les ingrédients à index glycémique élevé (sucres blancs, céréales raffinées...) et augmenter ceux à indice glycémique plus bas (farines et céréales complètes ou semi-complètes...).		
	Garantir un accès permanent gratuit à l'eau potable.*		
	Instaurer ou promouvoir des collations saines (ex : potage à 10h, fruits/légumes frais, projet avec les parents, ...)*.		
	Supprimer des points de vente présents dans l'établissement proposant des boissons et en-cas avec sucres ajoutés ou riches en sel (sodas, barres chocolatées, chips, ...)*.		
	Sensibiliser les élèves aux liens entre alimentation et santé, via des outils adaptés (pyramide alimentaire, ...)*.		
	...		
	Mettre en place un système de monitoring pour rendre compte du gaspillage alimentaire de la cuisine et de la cantine.		
	Mieux connaître et estimer le nombre de repas quotidiens (via commandes, statistiques, ...).		
	Mieux évaluer la quantité nécessaire dans les assiettes (doseurs, ...) et donner la possibilité de se resservir en légumes et féculents.		
	Ajuster les menus, quantités et horaires aux besoins des bénéficiaires.		
	Proposer un cadre agréable et du temps suffisant.		

	Réutiliser les restes valorisables de cuisine dans certaines préparations (soupes, gratins...).		
	Travailler avec des fiches recettes.		
	Utiliser de la vaisselle et des couverts lavables et réutilisables. Supprimer la vaisselle jetable.		
	Diminuer, voire supprimer, les portions individuelles préemballées jetables.		
	Triier l'ensemble des déchets des utilisateurs de la cantine (tout-venant – PMC -organiques).		
	Triier les déchets de la cuisine (tout-venant, PMC, papier-carton et verre) et envisager une filière spécifique pour les déchets organiques (biométhanisation, compostage...).		
	Sensibiliser les élèves au gaspillage alimentaire et aux justes portions.*		
	Promouvoir, permettre et faciliter l'accès libre et illimité à l'eau du robinet.*		
	Sensibiliser les enfants aux déchets dans le cadre d'un projet de collations saines (utilisation de gourdes, boîtes à tartines, collations faites maison, ...) ou via d'autres outils.*		
	...		
	Travailler avec des entreprises issues de l'économie sociale et de l'insertion socioprofessionnelle : CISP, EFT, EI, ETA...		
	Adapter les horaires aux besoins des usagers.*		
	Mettre en place des collaborations avec des organisations travaillant dans l'aide alimentaire.*		

			Mener des actions de sensibilisation et de promotion de l'alimentation durable qui veillent à inclure et/ou atteindre les publics défavorisés.*		
			...		
			Former le personnel de cuisine en lien avec l'alimentation durable (formations cantines Good Food, ...).		
			Former le personnel éducatif à l'alimentation durable.*		
			Communiquer vers les parents sur les projets de l'école en alimentation durable.*		
			Élaborer un cahier des charges intégrant des clauses de durabilité, en vue du prochain marché de services relatif à la cantine.*		
			Demander un accompagnement à un organisme spécialisé dans la transition des cantines vers une alimentation plus durable.*		
			Mettre en place un comité de suivi « alimentation durable » dans l'école.*		
			...		

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2023/46978]

19 OKTOBER 2023. — Decreet betreffende de financiering van volledige, gratis, gezonde en duurzame maaltijden in scholen voor gewoon of gespecialiseerd basisonderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de inrichtende macht van de inrichtingen voor gewoon of gespecialiseerd basisonderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Binnen de in artikel 1 bedoelde inrichtingen is dit decreet enkel van toepassing op de vestigingen die behoren tot de klassen 1 tot en met 5, vastgesteld volgens de berekeningswijze bepaald door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2017 tot vaststelling van de keuze van de variabelen en de formule voor de berekening van de sociaaleconomische index van iedere statistische sector in toepassing van artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 tot organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap teneinde te waarborgen dat elke leerling gelijke kansen krijgt op maatschappelijke emancipatie in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving.

Dit decreet is ook van toepassing op de vestigingen die vallen onder het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, als wordt aangetoond dat ze zich bevinden in sociaaleconomische indexen die hen zouden toelaten om te vallen onder artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 tot organisatie van gedifferentieerde omkadering binnen de scholen van de Franse Gemeenschap, met dien verstande dat de vestigingen voor gespecialiseerd onderwijs die onder dit decreet vallen maximaal 25% van de leerlingen vertegenwoordigen die zijn ingeschreven in het gespecialiseerd onderwijs.

HOOFDSTUK II. — *Financiering*

Art. 3. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent de regering aan de inrichtende macht van de scholen bedoeld in de artikelen 1 en 2 een financiering toe voor de organisatie van volledige, gratis, gezonde en duurzame schoolmaaltijden in schoolkantines.

Er is financiering in de vorm van een schenking voor onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse gemeenschap en in de vorm van een subsidie voor gesubsidieerde onderwijsinrichtingen.

De procedures voor het toekennen en uitbetalen van deze financiering worden bepaald door de regering.

Afdeling 1. — Bedrag van de financiering

Art. 4. - § 1. De financiering bedoeld in artikel 3 komt overeen met een bedrag van 3,70 euro per volledige maaltijd die dagelijks aan elk kind wordt geserveerd.

§ 2 Bovenop de financiering bepaald in artikel 3 wordt ook een jaarlijks forfaitair bedrag van 40 euro per regelmatig in de schoolkantine ingeschreven kind toegekend per school of vestiging.

Dit bedrag moet worden besteed aan de aankoop van materiaal en/of aan de aanstelling of aanwerving van personeel en/of aan één of meer dienstverleningscontracten die betrekking hebben op het serveren van volledige, gezonde en duurzame maaltijden die onder dit decreet vallen en op het toezicht op deze maaltijden.

§ 3 De financiering wordt berekend in twee fasen per schooljaar, volgens de volgende principes:

Wanneer de subsidie wordt toegekend, bestaat het theoretische bedrag ervan uit:

1° het bedrag vermeld in § 1 vermenigvuldigd met het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op 15 januari van het lopende schooljaar en een veronderstelling van gemiddelde kantineopkomst van 60% van de leerlingen;

2° een forfaitair bedrag gelijk aan 40 euro, te vermenigvuldigen met het aantal leerlingen dat regelmatig is ingeschreven in de kantine voor de klassen in de betrokken scholen of vestigingen op 15 januari van het lopende schooljaar.

Wanneer het saldo van de subsidie is betaald, wordt het definitieve bedrag vastgesteld overeenkomstig artikel 19.

§ 4 De toekenning van de financiering en de forfaitaire som is niet onverenigbaar met de toekenning van andere subsidies of premies met betrekking tot de organisatie van volledige maaltijden.

§ 5 De financiering en de forfaitaire som kunnen niet worden gebruikt om een investering te verminderen die door de inrichtende macht al werd toegekend voor de organisatie van volledige maaltijden.

Bij niet-naleving wordt de financiering verlaagd door het reeds toegekende bedrag in mindering te brengen en aan te vullen.

§ 6 Het principe van de gratis schoolmaaltijden doet geen afbreuk aan het recht van de inrichtende machten van de scholen en/of vestigingen om volledige maaltijden te organiseren tegen een kostprijs van meer dan 3,70 euro per volledige maaltijd, in welk geval het saldo uitsluitend door hen wordt gedragen en niet door de ouders, van wie geen financiële bijdrage kan worden gevraagd in het kader van dit decreet.

§ 7 De financiering mag niet worden aangewend ter vermindering van een investering door de inrichtende macht in andere voordelen dan deze die verband houden met de organisatie van volledige maaltijden en die zij eerder heeft toegekend.

Afdeling 2. — Duur van de subsidie

Art. 5. De financiering bepaald in artikel 3 wordt jaarlijks toegekend voor een periode van 5 schooljaren.

Art. 6. Tijdens deze periode van 5 schooljaren behoudt de inrichtende macht, waarvan de school of vestiging niet meer behoort tot één van de klassen bedoeld in artikel 2, het voordeel van de financiering voor de rest van het lopende schooljaar en voor het volgende schooljaar.

Een inrichting die aan de voorwaarden van het decreet zou voldoen, maar dat voorheen niet deed, kan op elk moment financiering aanvragen in het kader van het decreet en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

Afdeling 3. — Indiening van aanvragen

Art. 7. Elk jaar kan een inrichtende macht ten laatste op 15 april een aanvraag tot financiering voor het volgende schooljaar indienen bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 8. De volgende informatie moet worden opgenomen in het aanvraagdossier:

1° een plan met de acties die moeten worden uitgevoerd in het kader van afdeling 4 van dit hoofdstuk;

2° een aanvraagnota van maximum één bladzijde A4 waarin de inrichtende macht beschrijft hoe ze haar project voor gratis volledige maaltijden in de betrokken school (scholen) of vestiging(en) denkt uit te voeren;

3° alle administratieve gegevens met betrekking tot de school(en) en de vestiging(en), inzonderheit het FASE-nummer en het vestigingsnummer, de contactgegevens van de dossierbeheerder en een bankidentificatieoverzicht, evenals het aantal leerlingen dat regelmatig is ingeschreven in de school(en) en de vestiging(en) in januari van het voorgaande schooljaar;

4° of de inrichtende macht van plan is een beroep te doen op een derde voor de organisatie van de volledige maaltijden en, indien de derde reeds gekend is, de administratieve gegevens met betrekking tot de derde en opgenomen in de Kruispuntbank van Ondernemingen;

5° een document waaruit blijkt dat de normen en principes opgelegd door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV) worden nageleefd. Als de inrichtende macht tijdens het voorgaande jaar geen volledige maaltijdservice heeft georganiseerd in de betrokken school of vestiging, moet ze stappen ondernemen om het document bij het FAVV te verkrijgen en het ten laatste voorleggen op 31 januari van het eerste schooljaar waarin de financiering wordt toegekend;

6° een voorbeeld van een gedetailleerd menu met de hoeveelheden per voedingsmiddel voor één week en, indien mogelijk, een lijst van de leveranciers van de producten.

7° een verbintenis van de inrichtende macht om de richtlijnen bedoeld in de artikelen 10, 11 en 12 na te leven. Als een inrichtende macht een aanvraag indient voor meerdere inrichtingen, hoeft ze haar verbintenis slechts één keer bij te voegen.

Afdeling 4. — Financieringsvoorwaarden

Art. 9. De inrichtende machten die op basis van dit decreet een financiering genieten, delen jaarlijks, uiterlijk op 31 januari, aan het Ministerie van de Franse Gemeenschap mee hoeveel leerlingen voor het lopende schooljaar van de kosteloze maaltijdregeling hebben genoten.

Art. 10. De toekenning van subsidies aan de inrichtende machten is afhankelijk van de naleving van de volgende richtlijnen bij de organisatie van gezonde en duurzame volledige maaltijden:

1° een lokale, gezonde en evenwichtige voeding promoten, waarbij zoveel mogelijk biologische producten worden gebruikt, junkfood in snacks beperken en onder controle houden en deze principes opnemen in het educatieve project van de school;

2° ten minste verschillende vegetarische alternatieven per week aanbieden;

3° het gebruik van water als enige drank aanmoedigen;

4° zo regelmatig mogelijk de ontdekking van verschillende smaken en de consumptie van verse seizoensgroenten en -fruit aanmoedigen;

5° de hoeveelheid dierlijke eiwitten verminderen ten voordele van meer groenten en plantaardige eiwitten, in overeenstemming met de aanbevelingen van het "Office de la Naissance et de l'Enfance";

6° voedselverspilling vermijden;

7° de afvalproductie verminderen.

Voor de begeleiding bedoeld in 2° zullen de scholen ten laatste op de 1ste dag van het nieuwe schooljaar 2029 een dagelijks vegetarisch alternatief aanbieden.

De in het eerste lid bedoelde richtsnoeren worden uiterlijk op 30 juni 2028 geëvalueerd volgens de door de regering vastgestelde procedures.

Art. 11. De inrichtende machten van de scholen of inrichtingen vullen de volledige maaltijdregeling aan met educatieve activiteiten voor leerlingen en/of ouders.

Bovendien respecteren de inrichtende machten van de scholen of vestigingen minstens één van de volgende richtlijnen bij de organisatie van volledige en gezonde maaltijden:

1° minstens 4 nieuwe duurzame voedselgerelateerde acties implementeren op basis van de standaardacties in Bijlage I;

2° het Good Food-label hebben voor kantines van scholen of vestigingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of het label "Green Deal Duurzame Kantines" voor kantines van scholen of vestigingen in het Franse taalgebied;

3° de bijzondere specificaties gebruiken voor volledige, gezonde en duurzame maaltijden voor "kindergroepen" in de Franse Gemeenschap.

Uiterlijk op de eerste dag van het begin van het schooljaar 2028, naast de 4 duurzame voedselgerelateerde acties bedoeld in 1°, de kantines van scholen of vestigingen:

- Ofwel het Good Food-label hebben voor scholen of inrichtingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ofwel het "Green Deal Duurzame Kantines"-label hebben voor scholen of vestigingen in het Franse taalgebied;

- Of gebruik maken van de speciale specificaties voor complete, gezonde en duurzame maaltijden voor “kindergemeenschappen”.

Art. 12. - § 1. Tijdens het schooljaar moeten op elke schooldag van de week gratis volledige gezonde maaltijden worden verstrekt.

Volledige maaltijden hoeven niet op woensdag te worden georganiseerd als de school dit normaal gesproken niet doet.

§ 2 Gratis volledige maaltijden zijn zowel van toepassing op de volledige maaltijd zelf als op bijkomende kosten, waaronder kosten voor toezicht en bestek of stoelen.

Deze vrijstelling geldt ook voor bijkomende kosten in verband met de organisatie van andere soorten maaltijden die niet uitdrukkelijk onder dit decreet vallen.

Begunstigde scholen en vestigingen kunnen geen extra gerelateerde kosten voor de volledige maaltijd indienen.

Aan het begin van elk schooljaar verstrekken scholen die subsidie ontvangen voor schoolkantines duidelijke informatie aan ouders over het project, de regelingen en de praktische gevolgen voor leerlingen, met inbegrip van de verplichtingen die in de vorige leden zijn beschreven.

Art. 13. De inrichtende machten van de scholen of vestigingen zijn verantwoordelijk voor de bereiding van volledige maaltijden binnen hun structuren of doen een beroep op externe diensten met inachtneming van de voorwaarden van dit decreet.

HOOFDSTUK III. — *Selectie, controle en liquidatie*

Afdeling 1. — Selectie

Art. 14. De aanvragen worden onderzocht door het Ministerie van de Franse Gemeenschap op basis van een door de regering opgesteld schema voor subsidiabiliteit en kwaliteitsbeoordeling.

De details van deze beoordeling worden bepaald door de overheid.

Art. 15. De aanvragen worden geselecteerd binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

Bij de selectie van kandidaten moet gestreefd worden naar een geografische spreiding die vergelijkbaar is met die in kleuter- en basisscholen die onder het decreet over gedifferentieerde omkadering vallen.

Op basis van deze geografische spreiding wordt de selectie vervolgens gemaakt door voorrang te geven aan de scholen of vestigingen in de laagste sociaaleconomische indexklassen volgens de classificatie die werd opgesteld op basis van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2017 tot vaststelling van de keuze van de variabelen en de formule voor de berekening van de sociaaleconomische index van elke statistische sector in toepassing van artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 tot organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de scholen van de Franse Gemeenschap om te garanderen dat elke leerling gelijke kansen heeft op sociale emancipatie in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving.

Begrotingskredieten die niet binnen een geografisch gebied worden gebruikt, worden opnieuw toegewezen aan de andere geografische gebieden op basis van de in lid 2 van dit artikel vastgestelde verdeling, zonder rekening te houden met het gewicht van het geografisch gebied in kwestie in deze verdeling.

Art. 16. De beslissing tot toekenning van de financiering wordt uiterlijk op 15 juni voorafgaand aan het schooljaar waarvoor de financiering wordt aangevraagd aan de scholen meegedeeld.

Afdeling 2. — Toezicht

Art. 17. Op het einde van elk schooljaar vullen de inrichtende machten van de op basis van dit decreet gefinancierde scholen en vestigingen het activiteitenverslag in, waarvan het model wordt meegedeeld door het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De inhoud van het in lid 1 bedoelde activiteitenverslag en de methoden voor het toezicht van de financiering worden vastgesteld door de regering.

Art. 18. Onverminderd andere wettelijke bepalingen bewaren de inrichtende machten van de scholen of vestigingen gedurende vijf jaar, vanaf de eerste januari van het jaar dat volgt op het schooljaar waarin de subsidies werden toegekend, alle boekhoudkundige documenten die het gebruik van de toegekende subsidies staven en stellen ze ter controle ter beschikking van de Administratie, overeenkomstig het decreet van 20 december 2011 houdende de organisatie van de begroting en van de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Afdeling 3. — Vereffening

Art. 19. Een eerste schijf van 60% van de berekende financiering wordt elk jaar vastgelegd en betaald in september voor het overeenkomstige beginnende schooljaar.

De eindfinanciering wordt berekend op basis van de uitgavendeclaraties en het activiteitenverslag, waarin de daadwerkelijk door de inrichtende macht uitgegeven middelen worden vastgesteld, met als maximum het aantal geserveerde volledige maaltijden vermenigvuldigd met het bedrag bepaald in artikel 4, § 1 en het jaarlijks forfait per leerling bepaald in artikel 4, § 2.

Het saldo van de financiering wordt daarom verrekend door het verschil te bepalen tussen het definitieve bedrag van de financiering en de eerste schijf. Als de eerste schijf hoger is dan het definitieve subsidiebedrag, worden de onterecht ontvangen bedragen teruggevorderd.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepalingen*

Art. 20. In afwijking van artikel 7 kunnen aanvragen voor het schooljaar 2024-2025 worden ingediend tot 15 mei 2024.

In afwijking van artikel 16 wordt het gunningsbesluit uiterlijk op 30 juni 2024 meegedeeld aan de inrichtende machten van de scholen of vestigingen.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 21. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024.

Art. 22. Dit decreet zal 5 jaar na de inwerkingtreding ervan worden geëvalueerd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, op 19 oktober 2023.

De Ministerpresident, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke Kansen en het Toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",
F. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de
Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement. Ontwerpdecreet, nr. 590-1 — Amendement(en) in de commissie, nr. 590-2 — Subamendement(en) in de commissie, nr. 590-3 — Commissieverslag, nr. 590-4 — Tekst aangenomen in de commissie, nr. 590-5 — Vergaderingsamendement(en), nr. 590-6 — Tekst aangenomen in de plenaire vergadering, nr. 590-7.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 18 oktober 2023.

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2023/206014]

13. NOVEMBER 2023 — Dekret über die Zusammenarbeit der Verwaltungsbehörden im Bereich der Besteuerung

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 — ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Artikel 1 - Europaklausel

Dieses Dekret dient der Umsetzung der Richtlinie 2011/16/EU des Rates vom 15. Februar 2011 über die Zusammenarbeit der Verwaltungsbehörden im Bereich der Besteuerung und zur Aufhebung der Richtlinie 77/799/EWG, so wie abgeändert durch:

- die Richtlinie 2014/107/EU des Rates vom 9. Dezember 2014 zur Änderung der Richtlinie 2011/16/EU bezüglich der Verpflichtung zum automatischen Austausch von Informationen im Bereich der Besteuerung;

- die Richtlinie (EU) 2015/2376 des Rates vom 8. Dezember 2015 zur Änderung der Richtlinie 2011/16/EU bezüglich der Verpflichtung zum automatischen Austausch von Informationen im Bereich der Besteuerung;

- die Richtlinie (EU) 2016/881 des Rates vom 25. Mai 2016 zur Änderung der Richtlinie 2011/16/EU bezüglich der Verpflichtung zum automatischen Austausch von Informationen im Bereich der Besteuerung;

- die Richtlinie (EU) 2016/2258 des Rates vom 6. Dezember 2016 zur Änderung der Richtlinie 2011/16/EU bezüglich des Zugangs von Steuerbehörden zu Informationen zur Bekämpfung der Geldwäsche;

- die Richtlinie (EU) 2018/822 des Rates vom 25. Mai 2018 zur Änderung der Richtlinie 2011/16/EU bezüglich des verpflichtenden automatischen Informationsaustauschs im Bereich der Besteuerung über meldepflichtige grenzüberschreitende Gestaltungen;

- die Richtlinie (EU) 2020/876 des Rates vom 24. Juni 2020 zur Änderung der Richtlinie 2011/16/EU, um der dringenden Notwendigkeit einer Verlängerung bestimmter Fristen für die Vorlage und den Austausch von Informationen im Bereich der Besteuerung infolge der COVID-19-Pandemie Rechnung zu tragen;

- die Richtlinie (EU) 2021/514 des Rates vom 22. März 2021 zur Änderung der Richtlinie 2011/16/EU über die Zusammenarbeit der Verwaltungsbehörden im Bereich der Besteuerung.

Art. 2 - Gegenstand

§ 1 - Dieses Dekret legt die Regeln und Verfahren fest, gemäß denen die Deutschsprachige Gemeinschaft einerseits und die zuständigen Behörden der Mitgliedstaaten der Europäischen Union andererseits untereinander im Hinblick auf den Austausch von Informationen zusammenarbeiten, die für die Anwendung und Durchsetzung des innerstaatlichen Rechts der Mitgliedstaaten über die in Artikel 3 genannten Steuern voraussichtlich erheblich sind.

Dieses Dekret legt ferner Bestimmungen für den Austausch der Informationen gemäß Absatz 1 auf elektronischem Weg fest.